



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Communiqué de presse

AG/PAL/1140

SÉANCE SPÉCIALE DU COMITÉ DES DROITS INALIÉNABLES DU PEUPLE PALESTINIEN POUR COMMÉMORER LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SOLIDARITÉ AVEC CE PEUPLE

À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué, ce matin, au cours d'une séance spéciale du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, l'assistance et la protection qu'offre la communauté internationale à ce peuple, y compris à travers le travail des organismes de l'ONU, le chef de file en la matière étant l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le Secrétaire général a souligné que les interventions ne doivent, toutefois, pas se limiter à la gestion de la dimension humanitaire du conflit et qu'il était vital d'arriver à la souveraineté de l'État de Palestine sur la base de la ligne de 1967, avec des échanges de terre concertés et avec une solution juste et agréée au problème des réfugiés, un État vivant côte à côte et en paix avec Israël, à l'intérieur de frontières reconnues, comme prévu par les résolutions du Conseil de sécurité.

Les Nations Unies ont la responsabilité de résoudre la question de la Palestine, a affirmé le Président de l'Assemblée générale, Ali Abdussalam Treki, qui a vu cette Journée internationale de solidarité, célébrée depuis 1977, comme une occasion solennelle pour renouveler l'engagement des États Membres envers une solution juste et durable à la question de la Palestine et pour la paix au Moyen-Orient.

En un an, le Conseil de sécurité a adopté deux résolutions et une déclaration présidentielle sur ces questions, a indiqué M. Thomas Mayr-Harting, son Président pour le mois de novembre, qui relevait l'intensification des efforts de la communauté internationale en vue de relancer les négociations bilatérales.

L'Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, Ryad Mansour, transmettant un message du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a, toutefois, estimé qu'Israël tournait le dos à toute solution viable susceptible de garantir paix et stabilité à tous les peuples de la région. Il est temps, après tant d'années de négociations, que la communauté internationale, et notamment le Conseil de sécurité, prenne des décisions qui reflètent les positions des pays du monde qui n'ont eu cesse d'appeler à la solution de deux États et à la fin de l'occupation d'Israël, a-t-il averti.

Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Paul Badji, a rappelé que le 29 novembre 1947, dans sa résolution 181, l'Assemblée générale avait prévu la création de deux États –l'un juif, l'autre arabe– en Palestine alors sous mandat. Aujourd'hui, a-t-il relevé, un seul État a vu le jour et les espoirs et aspirations du peuple palestinien à vivre dans leur propre foyer ne se sont toujours pas matérialisés. « En Cisjordanie, à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza, des générations de Palestiniens ont vécu et vivent encore sous l'occupation militaire la plus longue de l'histoire moderne ».

La question de la Palestine est la question non résolue la plus ancienne pour les Nations Unies a, pour sa part, indiqué l'historien Walid Khalidi, Secrétaire général de l'Institut des études palestiniennes à Washington. Il a donné des explications sur les dimensions historique et religieuse de la situation et précisé notamment que, pour l'islam, Jérusalem est une ville trois fois sainte. Il a dénoncé la « réunification » de la ville par les Israéliens en 1967, que l'ONU n'a jamais acceptée, a-t-il relevé. Pour sa part, Ban Ki-moon a considéré que Jérusalem devrait être la capitale de deux États avec des arrangements acceptables pour tous.

M. Badji a rappelé que la solidarité de la communauté internationale avec le peuple palestinien a été réaffirmée en mars dernier à la Conférence des donateurs tenue à Charm el-Cheikh, où des contributions de l'ordre de 4,5 milliards de dollars ont été annoncées pour la reconstruction de Gaza. La Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen AbuZayd, dans un message qui a été lu, a souligné aussi l'importance de l'aide financière, notamment envers l'UNRWA qui passe par une phase difficile à cet égard.

Les Représentants permanents de l'Égypte et de la Jamahiriya arabe libyenne ont donné lecture de messages des présidents Hosni Mubarak, Président du Mouvement des non alignés et Muammar Al-Qadhafi, Président de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tandis que l'ambassadeur de la République arabe syrienne prononçait celui de son Ministre des affaires étrangères. M. Badji a indiqué que d'autres messages avaient été reçus de la part d'une trentaine de présidents, souverains ou chefs de gouvernements, de la part d'autres gouvernements et d'organisations intergouvernementales ou d'organisations de la société civile.

Les autres intervenants étaient le Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes dans les territoires occupés, l'Observateur permanent de la Ligue des États arabes et le rédacteur en chef du magazine en ligne BlackCommentator.com.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Déclarations

M. PAUL BADJI, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a indiqué au nom du Comité, que lorsqu'en 1977 l'Assemblée générale avait décidé de commémorer chaque année la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, elle était consciente de la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies à l'égard de ce peuple et de la nécessité de promouvoir une solution globale, juste et durable de la question de la Palestine. La présente manifestation, a-t-il ajouté, est une réaffirmation de l'attachement de la communauté internationale à la réalisation de cet objectif.

Il y a 62 ans, le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale dans sa résolution 181 avait prévu la création de deux États –l'un juif, l'autre arabe– en Palestine alors sous mandat. Aujourd'hui, un seul État a vu le jour et les espoirs et aspirations du peuple palestinien à vivre dans leur propre foyer ne se sont toujours pas matérialisés. En Cisjordanie, à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza, des générations de Palestiniens ont vécu et vivent encore sous l'occupation militaire la plus longue de l'histoire moderne. Les réfugiés palestiniens des camps établis en Jordanie, en Syrie et au Liban attendent toujours la fin de leur triste sort. En dépit de ces épreuves interminables, le peuple palestinien espère pourtant qu'un jour se réalisera son rêve de vivre dans un État qui lui est propre.

M. Badji a décrit la réalité « plutôt sombre » sur le terrain qui ne donne guère de raison de croire que l'occupation prendra fin à brève échéance en précisant que le processus de paix se trouvait dans l'impasse. Commentant que le refus de la puissance occupante de mettre un terme à l'expansion des implantations est devenu un obstacle à la reprise des négociations de paix, il a aussi affirmé que la situation humanitaire dans la bande de Gaza a toujours été une source de préoccupation particulière pour le Comité. Le Président du Comité a ensuite souligné qu'à cause du déséquilibre flagrant qui existe dans les rapports entre Israël et les Palestiniens, ce vaillant peuple a grandement besoin de notre solidarité agissante.

Il a ensuite rappelé que la solidarité de la communauté internationale avec le peuple palestinien a été réaffirmée en mars dernier à la Conférence des donateurs tenue à Charm el-Cheikh, où des contributions de l'ordre de 4,5 milliards de dollars ont été annoncées pour la reconstruction de Gaza, encore que l'essentiel des fonds promis ne soit pas encore parvenu au peuple palestinien de Gaza.

Toutefois, M. Badji a déclaré, sans aucune équivoque, que la solidarité avec ce peuple n'est pas au détriment d'Israël et surtout n'est pas un acte inamical, voire hostile à l'égard des Israéliens, mais, que lorsque le Comité critique certaines politiques et pratiques du Gouvernement israélien, c'est simplement parce que ces politiques et pratiques sont contraires au droit international. Il a exhorté à transformer l'esprit de solidarité en une force collective capable de lever les obstacles à la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien et a conclu que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien continuera de s'acquitter de son mandat jusqu'à ce que ce peuple exerce ses droits, que l'occupation illégale de son territoire prenne fin et que soit trouvée une solution fondée sur deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

M. ALI ABDUSSALAM TREKI, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a vu la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien comme une occasion solennelle pour renouveler l'engagement des États Membres envers une solution juste et durable à la question de la Palestine et pour la paix au Moyen-Orient. C'est la question non résolue la plus ancienne pour les Nations Unies, a-t-il rappelé. Il a souligné la grave situation que connaissent les territoires palestiniens occupés, en particulier dans la bande de Gaza, et le coût humain que payent les civils palestiniens. Le blocus qui est imposé par les Israéliens dans la bande de Gaza a conduit 1,5 million de ces civils à vivre dans la pauvreté et l'isolement, a-t-il noté. Il a ajouté qu'Israël bloque également l'aide de la communauté internationale en vue de la reconstruction dans cette zone. À plusieurs reprises, les Nations Unies ont exhorté Israël à lever ce blocus illicite et inhumain, mais Israël continue à faire fi du droit international, a regretté le Président de l'Assemblée générale.

Il y a quelques jours, l'Assemblée générale a approuvé le rapport de la mission d'établissement des faits sur le conflit à Gaza et appelé les deux parties à mener des enquêtes indépendantes et crédibles pour garantir justice et responsabilité, a rappelé le Président Treki. Il s'est félicité de l'engagement du Président des États-Unis, Barack Obama, et de la communauté internationale, en faveur de la paix au Moyen-Orient. En même temps, il a relevé les graves problèmes qui subsistent sur le terrain, mentionnant notamment la poursuite de la construction, pourtant illégale, du mur de séparation dans les territoires palestiniens occupés. Il a aussi parlé des attaques dont sont victimes les Palestiniens sur les sites sacrés d'Al-Haram Al-Sharif et de la mosquée d'Al-Aqsa. M. Treki a également relevé la poursuite des activités de construction dans les colonies des territoires palestiniens occupés, faisant notamment référence au projet de construction de 900 logements à Gilo. Israël doit respecter ses obligations au titre du droit international, a insisté le Président. Les Nations Unies continueront à soutenir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à travailler pour aboutir à une solution durable, en se basant sur les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, le droit international, les Principes de Madrid, la Feuille de route et l'Initiative de paix arabe. Les Nations Unies ont la responsabilité de résoudre la question de la Palestine, a-t-il conclu, et d'exprimer leur solidarité envers le peuple palestinien.

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. BAN KI-MOON, a salué le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien qui continue à focaliser l'attention de la communauté internationale sur la question de la Palestine. Cette question est fondamentale car, aujourd'hui, cela fait 62 ans que l'Assemblée générale, par sa résolution 181, a avancé la vision de deux États. L'État d'Israël existe actuellement mais par l'État de Palestine et le peuple palestinien continue de lutter pour ses droits inaliénables à l'autodétermination, un droit fondamental et universel dont tant d'autres jouissent de par le monde. Il a rappelé que la communauté internationale poursuit son assistance et sa protection à ce peuple, y compris à travers le travail des organismes de l'ONU, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) agissant comme chef de file. Le Secrétaire général a souligné que les interventions ne doivent toutefois pas se limiter à la gestion de la dimension humanitaire du conflit et qu'il était vital d'arriver à la souveraineté de l'État de Palestine sur la base de la ligne de 1967 avec des échanges de terre concertés et avec une solution juste et agréée au problème des réfugiés, un État vivant côte à côte et en paix avec Israël, à l'intérieur de frontières reconnues, comme prévu par les résolutions du Conseil de sécurité. Il a salué l'engagement du Premier Ministre Netanyahu et du Président Abbas à la solution

de deux États et s'est néanmoins déclaré vivement préoccupé que les pourparlers entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) soient suspendus depuis quasiment une année.

Le Secrétaire général a également appuyé le ferme engagement et les efforts continus des États-Unis à une reprise des négociations sur tous les problèmes en suspens, y compris la sécurité des Israéliens et des Palestiniens, les frontières, les réfugiés et Jérusalem. Pour ce faire, il faudrait aussi veiller à répondre aux préoccupations légitimes d'Israël relatives à sa sécurité et, ce, à travers des mécanismes de prévention de la contrebande d'armes à Gaza et de tirs de roquettes palestiniens contre les civils israéliens. Évoquant la situation à Gaza, il a appelé Israël et les autorités palestiniennes concernées à conduire, sans délais, des enquêtes crédibles sur les nombreuses allégations de graves violations des droits de l'homme. La réunification de Gaza et de la Cisjordanie est aussi essentielle. Il a également rendu hommage à l'Égypte pour ses efforts dans ce cadre.

Il a par ailleurs insisté sur le fait que Jérusalem devrait être la capitale de deux États avec des arrangements acceptables pour tous. Nous voulons tous que Jérusalem soit un lieu d'harmonie et de paix pour tous. Il serait nécessaire de trouver une solution durable à la situation à Gaza et l'arrivée de l'hiver rend les conditions de vie d'autant plus difficiles pour la population. En conséquence, il est vital que soit levé le blocus de Gaza, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Aujourd'hui plus que jamais, la politique doit être crédible et il ne doit pas être permis à ceux qui s'évertuent à entraver les efforts de paix par la violence ou en changeant les faits sur le terrain, de décider de l'ordre du jour, a-t-il conclu, en incitant à de vigoureux efforts internationaux pour faire progresser le processus de paix, mettre fin à l'occupation et atteindre une solution sur toutes les questions en suspens.

M. THOMAS MAYR-HARTING, Président du Conseil de sécurité, a rappelé que, toute cette année, le Conseil de sécurité était resté saisi de la question du Moyen-Orient et, notamment, de la question de la Palestine. En un an, le Conseil a adopté les résolutions 1850 et 1860, ainsi qu'une déclaration présidentielle, a-t-il indiqué. Il a aussi relevé l'intensification des efforts de la communauté internationale en vue de relancer les négociations bilatérales. Le Président du Conseil de sécurité a précisé que les membres de la communauté internationale ont constamment souligné le caractère urgent d'un accord général de paix au Moyen-Orient. Il a réaffirmé l'appel lancé par le Conseil en vue de voir les parties et la communauté internationale redoubler d'efforts dans ce sens. M. Mayr-Harting a encouragé le Quatuor qui œuvre en ce sens aux niveaux régional comme international. En mai dernier, a poursuivi le Président, le Conseil de sécurité a appelé les parties à respecter les obligations qu'elles ont souscrites dans la Feuille de route axée sur les résultats et de s'abstenir de toute mesure susceptible d'entamer la confiance ou de remettre en cause l'issue des négociations sur les questions fondamentales.

M. Mayr-Harting a aussi fait part de la préoccupation des membres du Conseil de sécurité à propos de la situation humanitaire à Gaza, soulignant le caractère de la reconstruction. Il a félicité, à cet égard, les efforts des organisations humanitaires sur le terrain et en particulier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), appelant la communauté internationale à soutenir financièrement cet organisme. Le Président du Conseil s'est ensuite félicité du plan d'élaboration des institutions d'un État palestinien sur 24 mois et a encouragé les efforts tangibles en vue de la réconciliation, comme ceux de l'Égypte et de la Ligue des États arabes. Il a enfin fait référence à la résolution 1894 sur la protection des civils dans les conflits armés, adoptée au début du mois de novembre, qui vise notamment à éviter les violations graves du droit international humanitaire.

M. RYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, s'exprimant au nom du Président de l'Autorité palestinienne et Président du Comité exécutif de l'OLP, Mahmoud Abbas, à l'occasion de cette Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, a souligné que sur tous les problèmes traités par la communauté internationale, seules les résolutions relatives à la Palestine n'ont pas été appliquées, Israël persistant à agir comme si le droit international ne le concernait pas. Nous avons vécu sous occupation depuis 1967 étant donné que toutes les décisions prises sur cette question n'ont jamais été respectées par Israël, a-t-il ajouté, avant de décrire la situation difficile dans les territoires palestiniens, et notamment à Gaza, mentionnant le rapport Goldstone.

Il a fustigé l'attitude actuelle du Gouvernement israélien qui a adopté une position de rejet total et de retrait de tous les engagements et accords atteints avec les gouvernements israéliens précédents. Le diplomate palestinien a affirmé qu'Israël tournait le dos à toute solution viable susceptible de garantir paix et stabilité à tous les peuples de la région. Il a enfin déclaré qu'il était temps, après tant d'années de négociations qui n'ont pas donné les résultats escomptés, que la communauté internationale, et notamment le Conseil de sécurité, prenne des décisions immédiates et définitives qui reflètent les positions des pays du monde qui n'ont eu cesse d'appeler à la solution de deux États et à la fin de l'occupation d'Israël, et ce aux fins de mettre un terme à ce conflit et de restaurer la crédibilité de la Charte des Nations Unies. Il a exprimé sa profonde reconnaissance à tous les amis et peuples du monde qui n'ont pas cessé d'être aux côtés du peuple palestinien au cours de toutes ces nombreuses années.

M. WALID KHALIDI, Secrétaire général de l'Institut des études palestiniennes, à Washington, Etats-Unis, a expliqué que le contrôle de Jérusalem est une source de conflit entre l'Occident et l'Islam depuis l'an 638, quand les Arabes musulmans ont pris la ville à la Byzance chrétienne. Pendant 1 200 ans, si on exclut l'interlude des Croisades au XII^e siècle, la ville a toujours été aux mains des musulmans avant la prise de Jérusalem par les Britanniques en 1917. Cette période est plus longue que celle du temps où les Juifs régnaient à Jérusalem aux temps bibliques, a-t-il souligné. Il a aussi précisé que, sur un plan historique, il n'y a jamais eu de conflit entre l'Islam et le Judaïsme à propos de Jérusalem. Ce conflit n'est né qu'avec l'ascension politique du sionisme, qui était essentiellement un mouvement nationaliste de juifs russes à la fin du XIX^e siècle, donc avant l'Holocauste et la création de l'État d'Israël, a-t-il observé. Israël est ce qu'il est aujourd'hui grâce à l'aide des Britanniques après la Première Guerre mondiale et celle des Américains après la Deuxième Guerre mondiale, a poursuivi le professeur Khalidi. L'Islam considère que la prétention d'Israël sur Jérusalem est une phase du conflit historique et la conséquence de la croisade occidentale.

L'historien a ensuite abordé la question sous l'angle de la religion, expliquant que l'Islam est vu à tort comme ne faisant pas partie de la tradition judéo-chrétienne. Il a précisé en quoi au contraire l'Islam fait partie intégrante de cette tradition, citant les divers liens avec le judaïsme et le christianisme. Marie, a-t-il donné comme exemple, est mentionnée avec révérence plus souvent dans le Coran que dans le Nouveau Testament. Pour l'Islam, Jérusalem est donc trois fois sainte, de par ses dimensions judaïque, chrétienne et musulmane. Le professeur Khalidi a donné de nombreux exemples de la place primordiale de la ville dans la religion musulmane.

Pourquoi les Arabes ont-ils rejeté la division de la Palestine en 1947, a ensuite demandé le professeur. C'est parce que ce démembrement a donné 57% du territoire à 30% de la population qui était de minorité juive alors que celle-ci n'avait, auparavant, la propriété que de 7% du territoire. Il a rappelé qu'Israël n'a accepté cette division que de façon orale, tout en préparant le plan Dalet pour la conquête militaire du pays. Si la communauté internationale n'a jamais reconnu la souveraineté d'Israël sur Jérusalem, c'est à cause de la conquête par la force de Jérusalem-Ouest en 1947-1948.

Rappelant aussi la conquête de Jérusalem-Est en 1967, le professeur a expliqué comment on reconnaît maintenant un statu quo pour la ville entre les chrétiens, les musulmans et les juifs. L'annexion de Jérusalem-Est a été faite en violation délibérée de la Convention de Genève, a-t-il souligné, précisant aussi les pratiques qui ont suivi comme le harcèlement, les déplacements, les expropriations, la judaïsation, etc. Jérusalem comprend maintenant 634 km carrés, ce qui représente plus de 10% de la Cisjordanie.

L'ONU n'a jamais accepté la réunification initiée par les Israéliens, mais Israël écoute seulement les États-Unis, a-t-il regretté. Il a souligné l'influence de plus en plus grande du Congrès américain dans les politiques sur le Moyen-Orient. Les administrations américaines successives ont ignoré constamment la non-application du droit international et de la Convention de Genève, a-t-il aussi affirmé. Le professeur a considéré comme scandaleuse la décision du Congrès en 1995 entérinant le transfert de l'ambassade des États-Unis vers la « capitale unie et réunie » d'Israël qui était Jérusalem, sans que le Président Clinton n'y oppose son veto. Il a aussi critiqué le triomphalisme d'Israël, renforcé par l'arrivée d'un million de colons juifs russes.

Une solution durable et juste pour Jérusalem doit reposer sur quatre piliers, a conclu le professeur. Il faut d'abord démystifier et abolir le concept de « l'unification » et de la « réunification » de la Jérusalem juive. Aucun monopole de souveraineté d'Israël ou de la Palestine ne doit s'appliquer sur les deux moitiés de la ville. En troisième lieu, il ne faut pas que des droits religieux confèrent un statut prééminent à l'une des trois religions. Enfin, a proposé le professeur, il faut reconnaître les dimensions religieuses, avec l'égalité des trois religions, et non religieuse de la ville.

M PALITHA T.B. KOHONA (Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes dans les territoires occupés) a déclaré que la construction de la paix et de la sécurité est fondamentale pour la diplomatie internationale et a été au cœur des débats de l'ONU pendant les soixante années écoulées. La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, cette année est célébrée à un moment critique où les espoirs d'une paix viable au Moyen-Orient et d'une solution durable à la question de la Palestine semblent quelque peu lointains et sombres. Les dégâts d'envergure en vies humaines et en biens durant la guerre à Gaza, au début de l'année en cours, ont anéanti la confiance entre les parties au conflit, rendant de la sorte bien improbables toutes négociations dans un avenir proche. La détérioration de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens occupés et le siège continu imposé par Israël ont aggravé la misère de la population civile et ont coupé l'élan imprégné par les récentes initiatives de paix. Les efforts en cours pour relancer le dialogue entre les parties apportent un certain vent d'espoir de paix.

Pour cette seule année, divers organes des Nations Unies ou sous son égide ont présenté des rapports issus d'enquêtes ou de missions d'établissement des faits sur différents aspects relatifs à la situation dans les territoires occupés, notamment le 41^e Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et d'autres Arabes dans les territoires occupés, qu'il a lui-même présenté devant la Quatrième Commission (décolonisation), il y a deux semaines. Tous ces rapports corroborent les faits quant à la situation humanitaire dramatique dans les territoires occupés et, les débats nourris tenus sur la question dans les enceintes de l'ONU, à l'issue de la présentation de ces rapports, ont tous clairement démontré la nécessité urgente et incontournable d'une solution à la question de la Palestine. Il ne saurait y avoir de solution viable ni durable sans un processus visant à réparer les injustices et à offrir la même protection et les mêmes droits à tous les peuples. En cette occasion solennelle, il a affirmé que la communauté internationale devait renouveler son engagement, dans le cadre des mandats et des capacités des organisations et gouvernements respectifs, de sorte que les Palestiniens jouissent de leurs droits inaliénables en tant que citoyens d'un membre souverain de la famille des Nations Unies.

M. MAGED ABDELAZIZ (Égypte), donnant lecture d'un message du Président Hosni Mubarak, au nom du Mouvement des pays non alignés, a appuyé la solution de deux États et apprécié les efforts menés à cette fin par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Il a souligné que la réalisation des objectifs visés doit être le fruit d'efforts de la part de toutes les parties, en suivant le calendrier prévu notamment pour le retrait des territoires palestiniens occupés. L'Égypte appelle au retrait des forces israéliennes de ces territoires, a-t-il insisté. Il faut aussi qu'Israël cesse de modifier la situation démographique et mette un terme à l'agression contre les lieux sacrés, a-t-il demandé. Il a aussi souhaité que cesse la construction du mur de séparation. Dans son message, le Président égyptien a rappelé la tenue, dans son pays, d'une réunion extraordinaire, en mars dernier, sur les besoins économiques et humanitaires de la bande de Gaza et sur l'aide de la communauté internationale qui y est nécessaire. Il a réitéré que l'Égypte appelle les parties à respecter leurs obligations, au titre du droit international. Il a souligné la nécessité d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale.

M. BASHAR JA'AFARI (Représentant permanent de la République arabe syrienne) a donné lecture d'une déclaration du Ministre des affaires étrangères de son pays, Président de la 36^{ème} session de l'Organisation de la Conférence islamique, M. Walid Al-Moualem. Il a salué, dans son introduction, les travaux du Comité qui mettent l'accent sur les droits légitimes du peuple palestinien. Il a évoqué la nécessité d'administrer une sorte de « médecine intellectuelle » aux personnes qui hésitent à venir à des réunions comme celle-ci, qui auraient sans doute besoin de consultations spéciales de cette « médecine intellectuelle » pour se rendre compte de la gravité de la situation dans les territoires palestiniens et de l'urgence à mettre fin aux exactions d'Israël.

Poursuivant au nom du chef de la diplomatie de son pays, il a vivement salué le Comité et a insisté sur le droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un État propre jouissant de sa pleine souveraineté, avec Jérusalem pour capitale. Il a attiré l'attention sur les agissements quotidiens et les pratiques barbares du Gouvernement israélien contre le peuple palestinien. En raison de ces pratiques inhumaines, il a jugé déplorable que le Conseil de sécurité ait été incapable de prendre des décisions fermes sur cette question et cela en dépit des demandes et appels répétés des États Membres de l'ONU et de l'opinion publique en général. Israël continue d'ignorer totalement plus de 600 résolutions des différents organes des l'ONU et autres et poursuit, imperturbable, la construction d'un mur et a mené une guerre d'agression contre Gaza avec des armes meurtrières qui ont fait des milliers de morts parmi la population civile, en particulier des femmes et des enfants. Il a mentionné le rapport établi par le juge Richard Goldstone qui contient des preuves irréfutables sur les violations graves contre la population, des actes qualifiés de crimes contre l'humanité. Une paix juste et globale peut être réalisée par la mise en œuvre des résolutions 242, 338 et 479 relatives au Golan occupé.

S'adressant à nouveau à la communauté internationale, il l'a invitée à se mettre à la hauteur de ses responsabilités en mettant fin aux agissements d'Israël et en faisant justice au peuple palestinien dont les terres ont été spoliées. Il a assuré la communauté internationale de l'appui inconditionnel de la République arabe syrienne.

M. ABDURRAHMAN MOHAMED SHALGHAM (Jamahiriya arabe libyenne) a donné lecture d'un message du colonel Muammar Al-Qadhafi, Président de la Jamahiriya arabe libyenne, en sa qualité de Président de l'Assemblée des Chefs d'États et de gouvernement de l'Union africaine. L'orateur a insisté sur les souffrances du peuple palestinien soumis à l'occupation. Les enfants subissent des pénuries en médicaments, voient leurs logements détruits et ne peuvent pas aller à l'école, a-t-il donné comme exemples. Exprimant sa solidarité avec le peuple palestinien, il a dénoncé aussi la profanation de leurs lieux sacrés. Il a enfin salué les efforts internationaux pour fournir une aide à ce peuple dont il a espéré voir les droits respectés.

M. YAHYA A. MAHMASSANI (Observateur permanent de la Ligue des États arabes), a transmis les salutations de M. Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue et a rendu hommage au Comité pour ses travaux. Cette année, marque plus que jamais les souffrances du peuple palestinien, a-t-il remarqué en exhortant les Nations Unies et ses organes à prendre leur responsabilité face aux agissements d'Israël et à ceux qui exécutent sa politique de dénigrement des droits du peuple palestinien. À cet égard, il a mentionné plusieurs rapports d'organes de l'ONU qui ont scrupuleusement consigné les crimes de guerre commis par Israël comme l'utilisation des boucliers humains, la destruction délibérée des installations civiles, des infrastructures de base comme les écoles et autres. Le Gouvernement israélien continue, par ailleurs, les installations de colonies dans les territoires, ce qui à terme rendrait impossible l'établissement effective d'un État palestinien. Il a rendu hommage aux efforts actuels du Gouvernement Obama en vue d'une reprise des négociations entre les deux parties, en dépit du déni délibéré d'Israël. Il existe un déséquilibre flagrant dans les rapports internationaux et il est temps de mettre fin aux atermoiements d'Israël et d'être sérieux pour ne pas revenir à cette politique de gain de temps utilisée par ce pays. Il a lancé un vibrant appel pour qu'il soit mis fin immédiatement au blocus de Gaza. Il a plaidé pour un accès sans restrictions à l'assistance humanitaire dans ce territoire. Enfin, il a souligné la nécessité d'une responsabilité partagée pour un règlement du conflit sur une base juste et durable.

M. ANDREW WHITLEY, Directeur du Bureau de liaison à New York de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a donné lecture d'un message de la Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen AbuZayd. Celle-ci a jugé particulièrement utile de maintenir la solidarité avec le peuple palestinien, après 28 mois de blocus à Gaza et alors que beaucoup de réfugiés demeurent sans logement. Elle a rappelé avec quels mérites le peuple palestinien avait résisté à l'adversité au cours des 62 dernières années, soulignant qu'ils ont continué à instruire leurs enfants pour en faire des citoyens du monde sans perdre leur identité. Les réfugiés n'ont pas été un groupe passif dépendant de l'aide. Si l'espoir d'une solution juste et durable a été écrasé plus d'une fois, les réfugiés n'ont pas perdu l'espoir.

Nous devons continuer à déployer des efforts pour arriver à un État palestinien viable, a dit Mme AbuZayd dans son message. Récemment, a-t-elle indiqué, on s'est concentré sur une série de mesures prises par la puissance occupante dans Jérusalem-Est et dans la zone C de la Cisjordanie, lesquelles ont eu des conséquences difficiles pour les palestiniens et notamment les plus vulnérables comme les nomades bédouins. Elle a jugé inacceptables les

incidents qui ont entravé l'accès humanitaire en Cisjordanie. En ce qui concerne Gaza, elle a émis l'espoir de voir libérer le sergent Shalit afin de ne plus donner aucune excuse à Israël pour maintenir le blocus. Plus ce blocus dure plus on risque de voir s'aggraver les rancunes et de radicaliser la population, a-t-elle averti. Dans son message, Mme AbuZayd a enfin rendu hommage au personnel humanitaire qui se rend sur le terrain et souligné aussi l'importance de l'aide financière, notamment envers l'UNRWA qui passe par une phase difficile à cet égard. Elle a demandé que de nouvelles promesses de dons soient annoncées lors de la tenue de sa conférence annuelle de donateurs qui aura lieu mercredi à l'Assemblée générale.

M. BILL FLETCHER JR, (Rédacteur en chef du magazine en ligne BlackCommentator.com) qui s'est exprimé également en sa qualité de membre du comité de leadership de la coalition *US Campaign to End the Israeli Occupation*, a rappelé que, jusqu'à une date récente, il était le président du TransAfrica Forum, qui a constitué une voix chef de file aux États-Unis contre le régime d'apartheid et de la minorité blanche en Afrique du Sud.

« Je suis assis devant vous pour vous entretenir aujourd'hui d'un apartheid moderne: celui pratiqué par l'État d'Israël contre le peuple palestinien », a-t-il déclaré d'emblée, en comparant le système d'apartheid israélien à celui connu comme « Jim Crow Segregation » contre les Afro-américains aux États-Unis. Il a établi des comparaisons entre ces deux situations, ce qui à son avis expliquerait la sympathie que les Afro-américains ont non seulement pour les victimes de l'holocauste et du fascisme en général mais aussi pour le peuple palestinien et sa cause.

Il a relevé que les travaux du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et l'attention que celui-ci consacre à la situation de ce peuple étaient insuffisamment couverts par les grands médias ce qui avait pour résultat que les conditions actuelles du peuple palestinien ne sont pas pleinement comprises dans bien des endroits, y compris aux États-Unis. La manifestation de cette année intervient à un moment critique faisant suite à la publication du rapport Goldstone, à l'attention dont il a fait l'objet et à son adoption tant par le Conseil des droits de l'homme que par l'Assemblée générale. Ce sont autant de preuves du changement de discours sur la situation du peuple palestinien et de son combat pour l'autodétermination et la jouissance de tous ses droits de l'homme.

Or, le défi du rapport du juge Richard Goldstone consisterait à passer de la parole à l'action en traduisant dans la réalité l'engagement de responsabilisation contenu dans le document, un défi pour tous mais plus spécifiquement pour les Nations Unies. Il a en effet rappelé que le Congrès américain avait voté pour condamner le rapport Goldstone jugé « biaisé » et sans preuves concrètes appuyant ses allégations.

L'intervenant a clairement laissé entendre que les forces de la société civile n'allaient pas enterrer ce rapport et a émis l'espoir que « la Marche pour la Liberté de Gaza » (Gaza Freedom March), prévue le 1^{er} janvier 2010, constituera une autre occasion pour attirer l'attention du monde sur le rapport Goldstone et surtout sur les violations des droits de l'homme du peuple palestinien à Gaza aux mains des forces de l'État israélien. Ce rapport ouvre la voie à une discussion sur la situation de tous les Palestiniens dans les territoires occupés, la confiscation des terres, les exactions et punitions continues dans des domaines comme l'agriculture, le transport, la résidence, le logement, le commerce ou toute autre activité humaine. Il a indiqué que dans le domaine de l'éducation, Israël a mis en place un système ségrégationniste comparable à celui de l'apartheid en Afrique du sud, tandis que les arabes d'Israël sont traités comme des citoyens de seconde catégorie. M. Fletcher a affirmé que face à ces faits, les personnes de conscience partout dans le monde, y compris en Israël, prennent position, que ce soit par des déclarations, des pétitions, des campagnes médiatiques, des résolutions ou des boycotts et des sanctions pour exercer des pressions non violentes sur la puissance occupante et faire prévaloir le désir international de paix, d'égalité et de justice pour les juifs israéliens ainsi que pour les Palestiniens, notamment les citoyens israéliens, les réfugiés et ceux vivant sous occupation.

* *** *

